

Délibération n° 2022-06-23/07

**Objet : Groupement de commande publique – Métropole - Maintenance des ascenseurs –
Autorisation de signature**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU JEUDI 23 JUIN 2022**

L'an deux-mille-vingt-deux, le jeudi vingt-trois juin, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 17 juin 2022, s'est réuni à 19h00, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guillierme, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée avec un nombre limité de personnes dans le public (10 maximum) et a été retransmise en direct par voie électronique, conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 20

Nombre de membres représentés : 8

Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE

Présents : Jean-Pierre RICO

Jocelyne TAVERNE - Jean-Marc MALEK - Xavier MIRAULT - Françoise BERTOUY - Patricia NIVESSE - Brigitte RODRIGUEZ - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Pascale MARCHAL - Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Karine BREITHEL - Véronique CHIREUX - Patrick PASQUIER - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

Absents représentés : Mario MARCOU *pouvoir à* Michel LITTON - Olivier BOUDET *pouvoir à* Jocelyne TAVERNE - Colette MORETEAU *pouvoir à* Brigitte RODRIGUEZ - Maryline BENEDETTI *pouvoir à* Jean-Marc MALEK - Laurie BELTRA *pouvoir à* Pascale MARCHAL - Julien RODIER *pouvoir à* Jocelyne TAVERNE - Philippe CATTIN-VIDAL *pouvoir à* Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS *pouvoir à* Patrick PASQUIER

Absente excusée : Bernadette CONTE-ARRANZ

Le quorum étant atteint, conformément à la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021 prolongeant le régime de sortie de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses dispositions de vigilance sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur le Maire rapporte :

Dans un souci d'économies, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la commune de Pérols et Montpellier Méditerranée Métropole pour la maintenance des ascenseurs, conformément à la convention annexée à la présente délibération.

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement et à ce titre est notamment chargé de l'ensemble de la procédure de passation, y compris signature et notification du ou des marchés à intervenir. La commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur, chaque membre du groupement s'assurant de l'exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un marché, pour une période initiale d'exécution d'un an reconductible tacitement 3 fois une année.

Concernant la commune de Pérols l'estimation du besoin s'élève à 4 000,00 € HT par an.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- ✦ Autoriser la signature de la convention de groupement de commandes, laquelle prévoit notamment que le coordonnateur sera chargé de la signature du marché à intervenir au nom et pour le compte de l'ensemble des membres du groupement ;
- ✦ Autoriser le prélèvement des dépenses correspondantes de la Ville de Pérols sur les budgets de fonctionnement et investissement de la Ville, tous chapitres ;
- ✦ Autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

Pour : 28

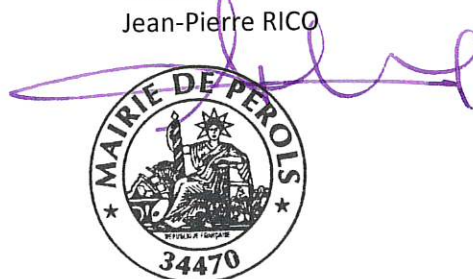
Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 23 juin 2022

Le Maire
Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, affichage ou notification.